



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°78 – 23 mars 2021

Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

**FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE LA JEUNESSE (CGT, FO, FSU, UNEF, UNL, PC, PS, JC, MJS, ETC.) POUR LA DÉFENSE INCONDITIONNELLE DE L'UNEF.
IL FAUT EXIGER DE CES ORGANISATIONS QU'ELLES APPELLENT À UN RASSEMBLEMENT DE FRONT UNIQUE OUVRIER EN DÉFENSE DE L'UNEF !**

Depuis plusieurs semaines, une offensive politique de premier plan dirigée contre l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) est orchestrée par le gouvernement Macron-Castex, avec l'appui de toutes les forces les plus réactionnaires. Aiguillonnés par les appels à la dissolution de l'UNEF émanant des rangs des Républicains et du Rassemblement National, différents membres du gouvernement et de la majorité –Dupont-Moretti, Blanquer, Schiappa ou Castaner, pour ne citer qu'eux– ont redoublé d'accusations et de menaces contre l'UNEF. Cette offensive a culminé ces derniers jours lorsque Blanquer a indirectement qualifié l'UNEF de « fasciste » et indiqué réfléchir « à d'éventuelles évolutions législatives » pour s'en prendre directement à elle.

Au point de départ de cette offensive, l'AGE UNEF de Grenoble a été accusée de livrer en pâture le nom de deux professeurs de l'IEP de Grenoble pour avoir relayé durant quelques heures sur ses comptes Twitter et Facebook une opération d'affichage nominative à laquelle elle était étrangère. Sans rentrer dans les détails du fond de l'affaire –dont il apparaît de plus en plus qu'il s'agit d'une manœuvre politique à l'initiative de « l'observatoire du décolonialisme », officine opportunément créée en janvier 2021– il est surtout clair qu'il ne s'agit que d'un prétexte pour engager une offensive de nature profondément politique contre l'UNEF, l'organisation historique de la jeunesse étudiante en France depuis 70 ans.

La direction nationale de l'UNEF pensait pouvoir s'en sortir en se désolidarisant de l'AGE de Grenoble à travers un communiqué qualifiant la conduite de la section locale « d'irresponsable ». Mais c'était profondément se méprendre : sentant l'odeur du sang et fort de cette capitulation de la direction nationale de l'UNEF, la bourgeoisie française ne s'est pas arrêtée en si bon chemin et a décidé d'accroître l'offensive et de s'en prendre à l'organisation dans son ensemble.

Il faut resituer cette offensive dans le contexte de renforcement continu du caractère policier de l'État. Les 2 et 13 juin 2020, par dizaines de milliers, des jeunes et travailleurs issus dans une large mesure des quartiers populaires bravaient l'interdiction de manifester imposée par le gouvernement Macron-Philippe sous couvert d'« état d'urgence sanitaire » afin d'exiger justice pour Adama Traoré. Sans en être à l'initiative, l'UNEF avait pris sa place dans ces mobilisations.

Ce surgissement temporaire de la jeunesse pour se dresser contre la marche à l'état policier et les violences policières a constitué un avertissement pris très au sérieux par la bourgeoisie française. De là partait une nouvelle offensive de renforcement général de l'appareil de répression qui allait déboucher sur le projet de loi dit « sécurité globale » –en passe d'être définitivement adoptée– et sur celui dit de « lutte contre le séparatisme », actuellement examiné par le parlement.

Dans ce même mouvement, Vidal a initié une véritable offensive maccarthyste à l'université à partir de sa commande au CNRS visant à faire la chasse à « l'islamo-gauchisme ». Cette chasse avait été appelée de ses vœux par Macron le 10 juin 2020 dans des propos rapportés par *le Monde*, en réaction aux premières manifestations de la jeunesse : « *le monde universitaire a été coupable. Il a encouragé l'ethnisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon. Or, le débouché ne peut être que sécessionniste. Cela revient à casser la République en deux.* ».

Aujourd'hui, du point de vue du mouvement ouvrier, la marche à l'état policier se concentre dans cette offensive contre l'UNEF engagée par le gouvernement Macron, au compte de la bourgeoisie française. A travers l'UNEF, c'est l'ensemble

du mouvement ouvrier qui est visé, c'est le droit des travailleurs et de la jeunesse à s'organiser qui est ciblé. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une tentative de s'en prendre frontalement à l'organisation historique de la jeunesse française, cette organisation qui fut l'honneur des étudiants français en se dressant contre la sale guerre d'Algérie, du côté des ouvriers et du peuple algérien, dans leur juste combat mené contre l'impérialisme et le colonialisme français. C'est encore cette organisation qui a contribué à infliger de lourdes défaites à différents gouvernements bourgeois de la Ve république, de mai 1968 au CPE en passant par le combat contre la loi Devaquet en 1986. Malgré les trahisons répétées de ses directions successives, l'UNEF constitue, encore et toujours, l'organisation vers laquelle se tourne la jeunesse étudiante lorsqu'elle cherche à centraliser son combat contre les attaques des gouvernements bourgeois.

A travers cette attaque de l'UNEF, le gouvernement Macron-Castex cherche tout à la fois à effacer cette histoire et à en finir avec une organisation dont la jeunesse peut chercher à se saisir et qui peut cristalliser et centraliser son combat contre le sort que lui réserve le capitalisme en crise et contre les attaques contre ses conditions d'existence, d'études et de travail. C'est d'autant plus une nécessité pour la bourgeoisie que son offensive contre la jeunesse redouble déjà d'intensité (sélection à l'université, liquidation du bac, baisse des APL, etc.) et que les besoins du capitalisme en crise exigeront d'aller encore plus loin, de porter des coups encore plus durs. C'est également la véritable raison de la fermeture des universités : interdire aux étudiants de se rendre sur leur fac pour les empêcher de se rencontrer, de discuter, de se rassembler contre la politique du gouvernement.

De ce point de vue, la marche à l'état policier n'est pas une option, c'est une nécessité pour le capitalisme en crise. C'est d'ailleurs ce qui explique qu'il ne s'agit nullement d'un phénomène propre à la bourgeoisie française. En Grèce, le gouvernement conservateur a fait voter une loi instaurant la police dans les universités ; en Angleterre, le gouvernement Johnson veut restreindre le droit de manifester.

Le projet de loi dit « de lutte contre le séparatisme » vient d'être aggravé par le Sénat. Plusieurs amendements portent des coups décisifs aux franchises universitaires étudiantes, c'est-à-dire à la liberté d'expression et de réunion sur les campus universitaires. Il s'agirait notamment de subordonner la mise à disposition de locaux à la signature d'un « contrat d'engagement républicain ». Cela révèle fondamentalement combien cette offensive contre l'UNEF est l'application avant l'heure du projet de loi dit « de lutte contre le séparatisme » du gouvernement. Ces amendements, ce sont précisément les « évolutions législatives » souhaitées par Blanquer pour pouvoir s'en prendre encore plus directement à l'UNEF. Demain, ce seront l'ensemble des organisations syndicales et politiques s'opposant au gouvernement qui seront menacées.

C'est pourquoi, contre la marche à l'état policier, contre le projet de loi dit de « lutte contre le séparatisme », contre les attaques du gouvernement Macron-Castex et de toute la réaction visant l'UNEF, ainsi que l'indique le communiqué de l'UNEF de Montpellier du 22 mars, il faut aujourd'hui combattre pour défendre inconditionnellement l'UNEF !

- **Il faut combattre, dans l'unité, pour que soient levées les menaces de poursuites judiciaires du gouvernement contre l'UNEF, notamment celles en direction de l'AGE de Grenoble !**
- **Il est de la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, UNEF, UNL, PC, PS, JC, MJS, etc.) d'appeler dans l'unité à un rassemblement de front unique ouvrier en défense de l'UNEF !**

Le 23 mars 2021

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> email : socialisme@free.fr

Directeur de la publication : Roland MICHEL Commission paritaire n°67187 N° ISSN: 0763790 X Imprimerie spéciale